



## **RELEVÉ DES PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION DU CSFD**

**7 JANVIER 2008 A PARIS**

Le CSFD a tenu une réunion particulière le 7 janvier 2008 de 14 à 17h au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à Paris, en complément de la 21<sup>ème</sup> réunion ordinaire.

### **Etaient présents :**

#### *Membres du CSFD :*

- G. Begni,
- M. Bied-Charreton,
- G. De Noni,
- R. Escadafal,
- A. Marty,
- A. Sarr

#### *Membres invités permanents :*

- L. Stefanini, ambassadeur chargé des questions d'environnement
- A.S. Cerisola, MAEE/DPD
- J.L. Duclusaud, MAEE/DCSUR
- P. Fabre, Min. Enseignement supérieur et de la recherche,
- Marc Fagot, MEDAD
- P. Casalegno, GRDR.

1 - Le Président a présenté le bilan de l'activité du CSFD en 2007 et rendu compte des principaux points discutés lors de la 21<sup>ème</sup> réunion du Comité tenue à Montpellier les 14 et 15 novembre 2007. Il a rappelé le mandat du comité et fait un bref rappel des dix années de travaux depuis sa création. Le point a été fait sur les publications, le site, la COP 8, les travaux scientifiques en cours, notamment la préparation du projet « oasis », la participation au réseau européen E-DN et le montage du réseau international sur le coût de l'inaction (RICI).

2 - Les projets d'activités en 2008 ont été présentés et discutés. L'accent a été mis sur la manière dont le Comité va être impliqué pour appuyer les activités de coordination de la présidence française de l'UE en 2008 et

l'appui donné à la Slovaquie au premier semestre. Un détail de ces activités a été discuté ; un projet de budget 2008 a été envoyé aux ministères le 15 décembre. Ce projet est divisé en deux parties : une partie devant couvrir les activités régulières du Comité (57 000 €) et une autre partie devant couvrir les frais spécifiques d'appui à la coordination française (79 000 €), soit au total 147 000 €.

La DPD du MAEE, qui appuie le Comité depuis sa création, a déclaré fin décembre ne plus pouvoir apporter de contribution en 2008 ; le Président du CSFD a écrit avec le coordinateur du GTD, Patrice Burger, le 21 décembre au Ministre des affaires étrangères, pour insister sur l'importance de l'opportunité de la Présidence française pour relancer les actions de lutte contre la dégradation des terres. Un appel est fait aux autres directions de ce ministère (DCSUR et NUOI), sachant que le MEDAD a déclaré qu'il pourrait augmenter son soutien en 2008 si le MAEE apportait un minimum de contribution.

A la date de cette réunion de janvier aucune information précise n'a pu être donnée.

Il a donc été fait les hypothèses suivantes :

- i. ***pas de soutien : le comité se met en veilleuse***, le Président et ses membres pouvant répondre à des questions ponctuelles posées par les ministères notamment liées à la présidence française de l'UE
- ii. ***soutien minimal*** : le Président négociera avec les ministères les actions prioritaires à mener et fera des devis en conséquence pour déclencher les subventions
- iii. ***soutien demandé accordé*** : alors le Comité se mettra en ordre de marche. Il est proposé de créer les groupes de travail suivants :
  - **groupe « indicateurs »** de suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la convention, et indicateurs plus substantiels de suivi de la désertification et des actions de lutte.
  - **groupe « coûts de l'inaction et bénéfices des actions »** en relation avec le réseau RICI et des propositions d'actions faites par l'AFD et Terrafrica/WB.
  - **groupe « conception française de la muraille verte »** en raison de l'actualité de cette question après le sommet européen-africain de Lisbonne.
  - **groupe « adaptation des pays arides au changement climatique »** destiné à faire avancer une position française sur cette question.
  - **Les groupes** auront pour vocation de produire des textes de base pouvant servir à nos négociateurs et à la coordination européenne.

Le programme des travaux du groupe d'experts européens est exposé par Marc Fagot, complété par Laurent Stéfanini, responsable de la coordination pour les questions liées à la Convention « désertification » ; les membres du Comité pourront y participer en fonction des moyens qui seront dégagés, notamment par la prise en charge des missions.

La question du soutien au CST de la Convention est discutée ;

R. Escadafal est mandaté pour contacter le Président du CST pour savoir ce qui est déjà prévu et comment s'oriente la réunion d'Istanbul en octobre. Le CSFD, en relation avec le réseau E-DN, pourrait participer, dans le cadre de la coordination française, aux activités prévues par le CST. Les mêmes questions se posent dans le cadre de la préparation du CRIC d'Istanbul.

Des contacts doivent également être pris avec le nouveau Secrétaire exécutif de la Convention.

En conclusion, les participants se félicitent de cette réunion spéciale du Comité organisée à Paris et très utile notamment pour les représentants des ministères.

le Président attend des réponses adéquates pour préparer la poursuite des activités du Comité en 2008.

Le Président du CSFD, Marc Bied-Charreton

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end, representing the name Marc Bied-Charreton.